

LES ENTREPRENEURS BASQUES DANS LE PARLEMENT ESPAGNOL (1876-1936)

Eduardo J. Alonso Olea
(*Universidad del País Vasco/
Euskal Herriko Unibertsitatea*)

Mon intervention porte sur l'importance croissante qu'a prise le patronat lié à la révolution industrielle du Pays Basque dans la représentation parlementaire à Madrid.

En effet, depuis l'implantation du parlementarisme en Espagne les représentants basques étaient des notables locaux liés aux sources de richesse traditionnelle (noblesse) ou quelques commerçants liés aux villes.

Avec l'industrialisation, depuis 1876, en Biscaye surtout, le recul de ces fortunes traditionnelles est clair, surtout depuis 1886, où nous trouvons déjà des exemples d'industriels, capitalistes, qui monopolisent les postes parlementaires dans certaines circonscriptions électorales. Notre étude est une analyse générale de cette évolution et, dans certains secteurs, d'une génération à une autre.

I. La représentation parlementaire

La structure de la représentation parlementaire du Pays Basque dans le Parlement espagnol est provinciale : Biscaye, Gipuzkoa et Alava. Ces provinces, dans les élections de la Restauration (1876-1923), ont été divisées en des circonscriptions uninominales, c'est-à-dire, qui élisait chacune un député. Pendant la Deuxième République, le système a évolué.

Nous n'allons pas traiter de manière spéciale le système politique espagnol de l'époque, tâche excédant un bref article. La Restauration et la Deuxième République ont été l'objet de recherches variées¹, bien que manque, sans doute, l'aspect proprement parlementaire.

¹ Voir par exemple, Manuel Espadas Burgos, *Alfonso XII y la Restauración* (Madrid : 1975), Agustín Figueroa y Alonso, *Epistolario de la Restauración* (Madrid : Rialp, 1985), José Luis García Delgado, ed., *España de la Restauración. Política, economía, legislación y cultura*. (Madrid : Siglo XXI, 1985), José Luis.

Nous ferons des observations générales pour caractériser les différents types de parlementaires. Il est nécessaire d'insister sur le fait qu'il s'agit d'un groupe nombreux, de plus de 300 personnes. Nous essaierons de souligner la participation électorale de ce groupe qui a marqué une des lignes d'évolution de l'histoire politique et économique du Pays Basque.

Les Parlements nationaux ont joué un rôle de plus en plus importants. La loi de l'Ancien Régime dictée par le monarque a été remplacée par la loi approuvée par le Parlement et la mise en pratique par les décrets du Gouvernement a trouvé son origine dans le Parlement lui-même.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, avec la Constitution de 1845, il a été clair que l'instrument constitutionnel était indispensable dans toute architecture politique future. Toutefois, la monarchie a continué à avoir une grande capacité d'intervention. La Restauration a été, en apparence, un système politique libéral avec un Parlement bicaméral, une séparation de pouvoirs et un suffrage restreint, habituel dans le contexte européen occidental.

Un élément fondamental pour comprendre la dynamique de la représentation parlementaire au Pays Basque et en Espagne, a été le phénomène du *turnismo* (à tour de rôle). Le roi, une fois perdue la confiance, en raison d'un problème politique ou d'une simple usure du pouvoir, nommait un nouveau chef du gouvernement. Cet homme, après avoir nommé son cabinet, demandait la dissolution du Parlement et convoquait des élections. Les élections reflétaient une majorité gouvernementale. La figure d'Antonio Cánovas, politicien pragmatique par définition, est une clef pour comprendre la prudence avec laquelle on a utilisé le système au moins pendant sa vie (il a été assassiné en Gipuzkoa en 1897). Il y a eu un accord entre les partis politiques majoritaires (les Conservateurs et les *liberales*-fusionistas de Sagasta) pour alterner au pouvoir. Le système a aussi incorporé des

(comp.) Garcia Delgado, ed., *La Crisis de la Restauración. España entre la Primera Guerra Mundial y la II República* (Madrid : Siglo XXI, 1986), José María Jover Zamora, "La época de la Restauración. Panorama político-social, 1875-1902" dans *Historia de España*, ed. M. Tunon de Lara (Barcelona : Labor, 1983), Javier Moreno Luzon, «El poder público hecho cisco». Clientes e instituciones políticas en la España de la Restauración" dans *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, ed. Antonio Robles Egea (Madrid : Siglo XXI, 1996), Carlos Seco Serrano, *Alfonso XIII y la crisis de la Restauración* (Madrid : Rialp, 1992), José Varela Ortega, *Los Amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900)* (Madrid : Alianza, 1977).

forces constituées de minorités qui n'ont pas menacé la position hégémonique des partis tournants mais qui la légitimaient en obtenant aussi des sièges (républicains ou carlistes).

Pour que tout le système fonctionne – le gouvernement faisait une grille (*el encasillado*) avec les circonscriptions et les députés et les sénateurs. La majorité revenait au parti au gouvernement et l'opposition obtenait une importante minorité. Il restait ensuite quelques sièges à distribuer entre les autres forces. Évidemment, il y avait des secteurs où le gouvernement n'intervenait pas puisque ces sièges étaient automatiquement attribués à des caciques authentiques. Parfois ce n'était pas toujours le cacique du secteur qui était élu, mais un collaborateur proche. Au contraire, il y avait des secteurs où le gouvernement parachutait un candidat, le député *cunero*.

À partir des années 1890 les applications du suffrage universel masculin n'ont pas fait changer significativement la situation, mais les élections se sont multipliées. L'achat de votes a dû être fait de manière massive avec l'incrément correspondant du coût. Nous verrons quelques exemples connus en Biscaye. Les élections au Sénat ont eu leurs particularités. Le suffrage y était censitaire.

La représentation parlementaire pendant le XIX^e siècle s'est concentrée dans les classes les plus puissantes, avec une importante représentation de propriétaires ruraux et urbains, nobles et *Grandes de España*. Ce fait n'est pas spécifique à l'Espagne.

II. La représentation parlementaire du Pays Basque dans le Parlement espagnol

La configuration de la Chambre nationale a été, sans doute, un des éléments les plus significatifs dans la construction d'une nation espagnole moderne. En Espagne, les Chambres représentatives n'étaient pas inconnues : les Cortes de Castille, d'Aragon, de Navarre, les Assemblées de la Galice ou Asturies, *etc.* Dans un espace beaucoup plus réduit, nous trouvons les Assemblées Générales (Juntas Generales) Alava, Gipuzkoa et de Biscaye. Cet univers de représentation s'est terminé avec la Guerre d'Indépendance. Les Cortes qui ont approuvé en Cadix la Constitution de 1812 ont été des Cortes nationales.

Les institutions forales du Pays Basque sont restées hors de la Constitution de 1812 et de toutes les autres Constitutions espagnoles jusqu'en 1978. Dans une disposition additionnelle (la première) on a

établi le respect constitutionnel des droits historiques des territoires foraux. Toutefois, après un XIX^e siècle politique plus qu'agité, les institutions forales ont disparu : premièrement le vieux Royaume de Navarre, province depuis 1841, et ensuite les institutions des Provinces du Pays Basque, dissoutes en 1877. Comme l'a écrit un des protagonistes de l'époque, on a alors atteint la dernière étape de l'unité nationale¹.

La persistance de ces institutions forales n'a pas empêché l'envoi de représentations parlementaires à Madrid. Au contraire, un des fondements du discours fuerista libéral des décennies centrales du XIX^e siècle a été que cette représentation parlementaire, choisie précisément de la même manière que dans le reste de la nation, avec le lien personnel à la Monarchie bourbonnienne faisait du Pays Basque une partie intégrante de la nation. On accomplissait ainsi la loi du 25 octobre 1839 qui établit le respect des Fueros dans l'unité constitutionnelle de la nation. Celle-ci reposait sur deux piliers dans lesquels le Pays Basque n'était pas différencié du reste de la nation : la monarchie bourbonnienne et la représentation parlementaire.

La représentation parlementaire basque à Madrid a évolué de l'oligarchie rurale vers l'oligarchie urbaine, mais pas encore vers l'oligarchie industrielle. En tout cas, dans la période 1839 à 1873, nous trouvons des noms de commerçants sur les sièges parlementaires de Madrid mais avec une faible participation effective. Le cas le plus évident concerne les cousins Epalza, Tomás José Epalza Zubaran (1798-1873) et Pablo Epalza Lecanda (1804-1868). Le premier a été choisi député suppléant en 1843, mais n'a pas fait acte de présence dans le Congrès. Pablo de Epalza, choisi en 1857, a seulement pris part au débat sur la concession du chemin de fer minier de Triano - centre d'intérêt direct et évident du Señorío de Biscaye - pour démissionner ensuite et être remplacé par le commerçant Pedro Pascual de Uhagón². Ceci ne veut pas dire qu'ils n'étaient pas conscients de l'utilité d'être proches du pouvoir central, mais l'influence s'exerçait par d'autres moyens, fondamentalement personnels, avec des personnages de poids dans les sphères dirigeantes madrilènes comme, dans le cas des Epalza, Pascual Madoz. Nous

¹ Fermín de Lasala y Collado, *Ultima etapa de la unidad nacional. Los Fueros vascongados en 1876*, 2 vol. (Madrid : Real Academia de Ciencias Morales y Políticas, 1924).

² Voir Joseba Agirreazkuenaga et alii, *Diccionario biográfico de los parlamentarios de Vasconia (1808-1876)* (Bilbao : Eusko Legebiltzarra. Parlamento Vasco, 1993).

disposons de beaucoup d'autres exemples de personnalités du monde commercial de Bilbao, comme Juan Echevarría Lallana, choisi sénateur en 1872, après avoir prêté serment. Il reçut une licence d'un mois pour résoudre des affaires familiales et il n'est pas retourné au Sénat. D'autres parlementaires basques importants ont commencé leur carrière à la fin du règne d'Isabel II et lors de la Première République. Le cas le plus évident a été Martín de Zavala Andirengoechea, doyen des parlementaires basques à Madrid après le décès de Fermín Lasala en 1917¹.

Cette oligarchie a obtenu des sièges par l'achat de votes, mécanisme habituel dans la politique espagnole ou l'échange de faveurs de manière discrète. Un point crucial a sans doute été le problème foral² – l'emboîtement des Fueros dans la Constitution – et la confrontation entre le libéralisme fuerista et le carlisme. Le carlisme s'est maintenu avec force sociologiquement et électoralement dans certains secteurs (par exemple à Tolosa), mais le libéralisme s'est imposé en règle générale. En outre, l'abolition et la crise forale de 1876-77 a divisé, paradoxalement, ces libéraux qui étaient parvenus *in extremis* à arriver à un ajustement avec Cánovas pour maintenir un certain statut fiscal et administratif spécial.

Les débats politiques se sont déplacés vers un autre domaine, une fois obtenue la paix forale : problème colonial, question sociale ou problème catalan³. Le nationalisme basque et les incidents sociaux occasionnels survenus à Bilbao ont été examinés dans les Chambres durant la Restauration. Pendant la République, outre la question de l'autonomie, les députés basques ont manifesté un intérêt particulier pour la question religieuse.

Les représentants parlementaires basques à Madrid, à partir 1876, n'ont posé aucune question sur les Fueros. Les éléments

¹ Martín de Zavala a été député et ensuite sénateur entre 1872 et 1923.

² Le débat entre Manuel Sánchez Silva, sénateur andalou, et Pedro d'Egaña, basque, a été très célèbre en son temps : 1864. Voir Pedro Egana et Manuel Sanchez Silva, *Crítica de los Fueros de las provincias de Alava, Guipuzcoa y Vizcaya. Discursos en el Senado de Sanchez Silva y P. de Egaña* (Madrid : 1864).

³ Il y a eu des parlementaires basques qui n'ont jamais traité dans leurs interventions le problème foral, comme Víctor Chávarri. Par contre d'autres, comme Martín Zavala, ont parlé en diverses occasions sur les Fueros même s'ils n'étaient pas au cœur du débat.

"antisystème", comme Fidel de Sagarmínaga¹ n'ont pas réussi à mobiliser contre le régime bourbonien.

Cette situation relativement pacifique a disparu en 1886. L'apparition de personnes comme Aguirre ou Chávarri a signifié la fin de la prééminence de la vieille classe politique et de l'oligarchie commerciale.

Lorsque Chávarri a décidé de commencer une carrière politique, au printemps 1886, Alfonso XII venait de mourir en novembre précédent, en laissant veuve, María Cristina de Habsbourg-Lorena (1858-1929) et un fils à naître, le futur Alfonso XIII. Antonio Cánovas a rapidement conseillé à la Regente de nommer chef du gouvernement, Práxedes Mateo Sagasta, le leader libéral. Il a chargé lui-même Sagasta de la formation d'un cabinet le 26 novembre et celui-ci a convoqué des élections pour le printemps 1886. Víctor Chávarri s'y est présenté comme candidat dans le secteur de Valmaseda.

Chávarri a choisi de s'inscrire au parti de Sagasta (liberal-fusionniste), sûrement en raison de l'image désastreuse de celui de Cánovas au Pays basque. En effet, la crise statutaire du 1876-77 a précipité l'abolition des Fueros, dont on a rendu directement coupable Canovas.

En 1886, les questions économiques sont passées au premier plan. Chávarri n'a pas organisé une élection pour envoyer à Madrid quelqu'un de proche de lui. Il a préféré se présenter lui-même dans le secteur de Valmaseda. Cette circonscription couvrait les Encartaciones, la zone minière et la marge occidentale de la Ria de Bilbao, environnement propice pour Chávarri, très connu dans le secteur².

L'activité parlementaire de Chávarri a été faible, puisqu'il s'est contenté de demander des concessions de lignes de chemin de fer pour des entreprises auxquelles il participait (par exemple, le chemin de fer du Cadagua ou celui de Bilbao à Lezama).

La figure de Víctor Chávarri prit encore une plus grande importance lors des élections suivantes. Celles-ci ont marqué une

¹ Voir Javier Corcuera Atienza, *Orígenes, ideología y organización del nacionalismo vasco. 1876-1904* (Madrid : Siglo XXI, 1979).

² Sur les affaires minières et industrielles de Chávarri et sur vie politique, que nous résumons seulement ici, voir Eduardo J. Alonso Olea, *Víctor Chávarri (1854-1900). Una biografía* (San Sebastián : Eusko Ikaskuntza-Ayuntamiento de Portugaleta, 2005).

modification qualitative significative et ont préfiguré les luttes électorales des quinze années suivantes. En effet, en 1891, Chávarri a été mis en échec par le candidat conservateur, un autre important chef d'entreprise, José Martínez Rivas. La lutte a été plus économique que politique et les deux candidats ont acheté le plus de votes possibles. Finalement, Chávarri a eu 4 004 voix contre 4 326 à son adversaire.

Devant cette défaite Chávarri a changé d'objectif en se présentant aux élections sénatoriales, en février suivant. Victorieux, il est retourné à sa pratique traditionnelle d'intervenir faiblement et dans la majorité des cas pour des concessions ferroviaires à des entreprises proches de ses intérêts ou de ceux de ses amis.

Le rôle de Chávarri ne s'est pas limité à sa présence au Sénat. En 1892, lors des élections provinciales et l'année suivante, lors des élections générales, les candidatures soutenues par Chávarri et par Martínez Rivas, unis en cette occasion, ont été gagnantes.

En 1894, Chávarri a été nommé membre de la commission chargée d'examiner les traités de commerce avec diverses nations européennes (l'Italie, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne). Dans le débat, il est interveni contre le Gouvernement libéral et les traités.

La confrontation de Chávarri avec Sagasta, que nous ne détaillerons ici pas, l'a fait basculer dans le camp conservateur, comme ses parents et ses amis. Jusqu'à son décès, en mars 1900, il a continué à être le principal organisateur des luttes électorales à tous niveaux, par le biais de l'*Unión Liberal*, populairement connue sous le nom de *La Piña*. Ce parti a survécu au décès de Chávarri, malgré l'apparition de forces socialistes et nationalistes et la réorganisation des forces dynastiques.

La victoire nationaliste - les triomphes socialistes bien qu'importants symboliquement ont été faibles numériquement en dehors de Bilbao - de 1917-1918 a obligé les forces dynastiques (libéraux et conservateurs) à s'allier pour défendre, la monarchie, avec la Ligue d'Action Monarchique, au début de 1919¹. Les forces dynastiques sont parvenu à limiter l'hégémonie des nationalistes dans la Diputación de Biscaye et, dans les élections de 1921, ont pris à nouveau le contrôle de la représentation parlementaire biscaïenne.

Lors de la Deuxième République, la représentation parlementaire reste globalement stable mais avec quelques éléments de changement. Outre quelques chefs d'entreprise - moins que sous la

¹ Voir Ignacio Arana Perez, *El monarquismo en Vizcaya durante la crisis del reinado de Alfonso XIII (1917-1931)* (Pamplona : EUNSA, 1982).

Restauration – les avocats se font élire en nombre avec une charge idéologique sans doute plus grande que lors de la phase précédente.

Dans la région de Tolosa, le carlisme maintient son hégémonie, sauf lors d'élections locales dans lesquelles sont élus des catholiques et sauf lorsque le débat politique prend un tour particulier. C'est ce qui s'est produit lors de l'élection de José d'Orueta, en 1905, à la suite de la grande alliance organisée autour de la Liga Foral Autonomista de Guipúzcoa¹. Nous trouvons aussi un cas de cacique de secteur évident, dans le cas de Zumaya, qui a été élu au Duque del Infantado entre 1896 jusqu'en 1918, avant de passer, en 1919, au Sénat comme membre de droit propre. Le secteur a continué dans des mains *mauristas* en la personne de Francisco Churruca Calbetón au moyen d'accords entre libéraux, conservateurs et carlistes. En Alava, le caciquisme prend une forme provinciale. En effet, la famille puissante des Urquijo y contrôle les postes de représentation au Congrès et au Sénat pendant toute la Restauration.

Le schéma général de la représentation a changé au cours de la Deuxième République : d'abord, par la disparition de l'une des Chambres. Le Sénat a été supprimé par les républicains comme foyer oligarchique ; ensuite, par les modifications dans la distribution de secteurs². Les élections ont été organisées depuis de grands secteurs provinciaux, ou urbains pour des villes de plus de 100 000 habitants, ce qui compliquait de manière évidente le contrôle des caciques. En outre, on a adopté un système de listes avec vote restreint, selon lequel l'électeur pouvait voter à 75 ou à 80 % du nombre de députés à choisir. Le système favorisait l'établissement de majorités, mais permettait aussi de réserver une représentation aux minorités. En tout cas, le système a favorisé les partis de masses bien organisés (*ir al copo*).

Ce nouveau système électoral a compliqué les pratiques traditionnelles qui mettaient en rapport directement un siège avec une famille (politique ou de sang), en faisant clairement des partis des outils pour atteindre le Congrès. Il n'y a plus que quelques députés de

¹ Voir Luis Castells Arce, *Los Conciertos Económicos. La Liga Foral Autonomista. 1904-1906* (San Sebastián : Haranburu, 1980).

² Les modifications de la législation électorale ont été profondes. On a réduit l'âge électoral des hommes (le vote féminin est arrivé après la Constitution de 1931). On a admis le vote des femmes et des ecclésiastiques . On a supprimé l'article 29. Voir le décret du 8 mai 1931. *Gaceta de Madrid*, n° 130, 10 mai 1931, p. 639-641.

la Restauration, dans des partis politiques modernes¹. Les Urquijo, Aznar, Ybarra, Zubiría... ont disparu du Parlement.

Quelques *cuneros* ont réussi à se faire élire en dehors du Pays basque grâce aux importants intérêts et aux propriétés qu'ils possédaient en dehors des provinces. Pablo de Alzola a ainsi été choisi par le secteur de Boltaña (Huesca) en 1899, par l'*encasillado*. De son côté, Francisco des Rivas Urtiaga, a été élu par Almeria, Ciudad Real ou Tolède (entre 1863 et 1884), autant de circonscriptions où il possédait des intérêts économiques. Antonio de Arteche y Villabaso, marquis de Buniel, a été élu entre 1905 et 1923 par le secteur de Burgos pour les mêmes raisons. À Luis Aznar Tuteur, élu par le secteur de Laredo entre 1910 et 1923, s'ajoute son frère, Eduardo, choisi par le secteur de Marquina, puis par ceux de Ribadeo (Lugo) et de Miranda de Ebro (Burgos). Un autre de leurs frères, Alberto, a été élu, pour sa part, député du secteur de Marquina en 1920.

À l'inverse, certains élus du Pays basque n'ont qu'une relation faible voire nulle avec les provinces. Par exemple, le duc d'Hernani, Manfredo de Bourbon, a été choisi par la circonscription de Bergara dans un cas typique d'*encasillado*. Dans le secteur de Tolosa, a été élu en 1898, Rodrigo Figueroa y Torre, frère du comte Romanones, personnalité importante du libéralisme, véritable expert dans l'organisation d'élections². Nous trouvons, enfin, des parlementaires de premier ordre, protagonistes de la politique nationale, qui ont choisi des secteurs basques pour se faire élire, comme Sánchez de Toca, Azaña ou Dato.

III. Les chefs d'entreprise basques au Parlement

Il n'est pas étrange de trouver, par conséquent, un groupe nombreux d'importants "capitaines d'industrie" au Congrès et au Sénat. La question est de savoir pourquoi ils se sont présentés et ont gagné des élections lesquelles, vu le système électoral et politique de la Restauration, supposaient des frais importants.

Le prototype de chef d'entreprise politique, jusqu'à son décès en 1900, a été sans nul doute Víctor Chávarri. À son décès se sont

¹ Le seul cas d'un député basque choisi dans les élections de 1923 (dernières élections de la Restauration) et les élections constitutives de 1931 est celui du socialiste Indalecio Prieto.

² Voir Javier Moreno Luzon, *Romanones. Caciquismo y política liberal* (Madrid : Alianza, 1998).

succédé d'autres chefs d'entreprises de la famille, comme son frère Benigno, ses beaux-frères José Maria Lizana (député du secteur de Durango entre 1891 et 1912, à l'exception d'un mandat au Sénat) et Luis de Salazar Zubía (sénateur de la Biscaye en 1914 et ensuite entre 1921 et 1923). Des compagnons et des partenaires dans diverses affaires ont aussi obtenu des sièges : José Maria Martínez Rodas, Plácido Allende, José Amézola, Felipe Alonso de Celada (avocat de Chávarri), José Joaquin Ampuero¹, *etc.*

Le rôle de Víctor Chávarri a été important, mais il ne faut pas oublier que lui comme son frère, son fils et son neveu ont, de façon ininterrompue, contrôlé le secteur de Balmaseda entre 1886 jusqu'à 1916, soit sur trois décennies². Ils ne seraient pas séparés de ce secteur aux élections du 1918 sans l'arrivée d'un autre important chef d'entreprise, cette fois nationaliste, Ramón de la Sota³. Avec l'élection de Gregorio Balparda, le secteur retourne ensuite aux partis dynastiques et à la Liga de Acción Monárquica, union de forces antinationalistes organisée comme réaction aux victoires nationalistes de 1917 et 1918. Juan Tomás Gandarias a été autre important chef d'entreprise qui a contrôlé un secteur pendant longtemps. Il a été choisi par le secteur de Guernica entre 1896 et 1914. Gandarias, chef d'entreprise minière, a eu aussi beaucoup d'intérêts dans le secteur de l'Altos Hornos de Vizcaya.

L'utilisation des mécanismes de mobilisation pour les élections est illustré comme un cas d'école par le secteur de Baracaldo. Ici domine une famille, celle des Ybarra. Le secteur de Baracaldo a été séparé de Balmaseda en 1896 pour donner un poste à Adolfo Gabriel Urquijo e Ybarra, mais deux ans plus tard il a dû affronter son propre parent Ramón Ibarra Arregui⁴, qui l'a finalement emporté de peu. En 1903, un autre membre de la famille, Tomás Zubiría Ybarra, a été élu

¹ Les profils biographiques des parlementaires se trouvent dans l'oeuvre collective de J Agirreazkuenaga *et al.*, *Diccionario biográfico de Parlamentarios de Vasconia (1876-1939)* (Vitoria : Eusko Legebiltzarra-Parlamento Vasco, 2007).

² Son frère Benigno a été député de Balmaseda entre 1893 et 1907 et ensuite sénateur de la Biscaye (1910-1916). Víctor Chávarri Anduiza - le fils de Víctor Chávarri - a été élu par le secteur de Durango en 1920 et en 1923.

³ Une importante biographie de Sir Ramón de la Sota est due à Eugenio Torres Villanueva, *Ramón de la Sota. 1857-1936. Un empresario vasco* (Madrid : LID, 1998).

⁴ La majorité des membres de la famille ont écrit leur nom de famille avec un Y, mais d'autres avec un I, graphie que nous avons maintenue.

et resté député jusqu'à 1910. Il est ensuite passé au Sénat pendant que son cousin Fernando Maria Ybarra de la Revilla prenait la relève. Après la parenthèse du triomphe nationaliste, en 1918, et le succès de Domingo Epalza López de Lerena¹, la circonscription est retournée à la famille Ybarra. En effet, José Luis Goyoaga Escario, fils d'un fondé de pouvoir des Ybarra, avocat prestigieux et représentant des affaires légales de la famille a été élu.

Si nous regardons la liste des présidents de sociétés d'importance de l'époque : Banco de Bilbao, Banco de Vizcaya, Altos Hornos de Vizcaya, la Basconia, Sota et Aznar, *etc.* nous trouvons beaucoup de députés et/ou de sénateurs, de telle sorte que l'on peut dire qu'une grande partie des "capitaines d'industrie" ont été parlementaires. Bien que la majorité d'entre eux a été inscrits dans les partis dynastiques, comme les Chávarri, José Maria Martínez Rivas, Fernando Maria Ybarra, Juan T. Gandarias, Tomás Zubiría Ybarra, Federico Echevarría ou Pablo de Alzola, nous en trouvons d'autres qui n'en ont pas fait partie comme Horacio Echevarrieta (républicain), Ramón de la Sota et Pedro Chalbaud (nationaliste).

Pourquoi ces chefs d'entreprise ont-ils décidé d'entreprendre une carrière parlementaire et comment l'ont-ils accomplie² ?

En général, ces hommes sont très liés au monde des affaires non seulement de Biscaye, mais d'autres provinces et d'autres secteurs (industrie minière, sidérométallurgie, banque, chimie, armement naval, *etc.*). Dans beaucoup de cas, ils ont accédé à la vie publique grâce à leur fortune, car sous la Restauration, l'argent était la clé qui ouvrait, en beaucoup de cas, la porte du Parlement.

Une fois élus, ils ont rarement profité de la tribune. La majorité d'entre eux sont peu intervenus dans les débats, à l'exception de ceux ayant trait à l'économie et aux finances.

Généralement très catholiques, ils réclament l'ordre et la paix sociale. Gabriel Maria Ybarra ou son frère Fernando Maria ont été des parlementaires dynamiques et d'envergure, mais la plupart de leurs collègues se sont contentés de résoudre des problèmes concrets : conclusion de contrats publics, obtention de concessions ferroviaires, *etc.* Cependant, ce n'étaient pas seulement des intérêts égoïstes qui les

¹ Txomin Epalza appartenait à la famille Epalza, pionnière dans les affaires ferroviaires, bancaires et sidérurgiques biscaïennes, comme celle des Ybarra.

² Voir Agirreazkuenaga, *Diccionario biográfico de Parlamentarios de Vasconia (1876-1939)*.

faisaient agir. Certains de ces chefs d'entreprise ont défendu les idées libérales les armes à la main, comme Federico Echevarría.

Parfois, ils font part de leur mécontentement devant le manque d'ordre (social ou économique) ou les menaces qui pèsent sur la religion catholique (ou les ordres religieux). Ils interviennent aussi pour faire respecter par le Ministère des Finances le régime de Concert Économique¹.

Conclusion

En définitive, la proportion de chefs d'entreprise et d'industriels renommés ayant eu une activité dans le Parlement est très réduite². Pourquoi entrèrent-ils au Parlement ? Le siège parlementaire était une clé pour accéder aux antichambres du pouvoir (ministères, palais royal,...) et maintenir leur prestige. Le système d'équilibres internes organisé par Cánovas a permis à la fois d'assurer la participation de ces hommes à la vie parlementaire et de limiter celle-ci³.

¹ Voir Eduardo J. Alonso Olea, *El Concierto Económico (1878-1937). Orígenes y formación de un Derecho histórico* (Oñate : Instituto Vasco de Administración Pública, 1995).

² Quelques députés basques ont eu une vie parlementaire notable : Fermín Calbetón a été plusieurs fois ministre, Manuel Allendesalazar a occupé la présidence du conseil. Sur Manuel Allendesalazar, voir J. Gallo de Renobales, *Allendesalazar* (Madrid : Purcalla, 1946).

³ Sur le pouvoir des chefs d'entreprise dans l'Espagne contemporaine, voir Mercedes Cabrera et Fernando del Rey, *El poder de los empresarios. Política y economía en la España contemporánea (1875-2000)* (Madrid : Taurus, 2002).

Bibliographie

AGIRREAZKUENAGA, J, et al. *Diccionario biográfico de Parlamentarios de Vasconia (1876-1939)*. Vitoria : Eusko Legebiltzarra-Parlamento Vasco, 2007.

AGIRREAZKUENAGA, Joseba, et al. *Diccionario biográfico de los parlamentarios de Vasconia (1808-1876)*. Bilbao : Eusko Legebiltzarra. Parlamento Vasco, 1993.

ALONSO OLEA, Eduardo J. *El Concierto Económico (1878-1937). Orígenes y formación de un Derecho histórico*. Oñate : Instituto Vasco de Administración Pública, 1995.

———. *Victor Chávarri (1854-1900). Una biografía*. San Sebastián : Eusko Ikaskuntza-Ayuntamiento de Portugaleta, 2005.

ARANA PEREZ, Ignacio. *El monarquismo en Vizcaya durante la crisis del reinado de Alfonso XIII (1917-1931)*. Pamplona : EUNSA, 1982.

CABRERA, Mercedes, DEL REY, Fernando. *El poder de los empresarios. Política y economía en la España contemporánea (1875-2000)*. Madrid : Taurus, 2002.

CASTELLS ARTECHE, Luis. *Los Conciertos Económicos. La Liga Foral Autonomista. 1904-1906*. San Sebastián : Haranburu, 1980.

CORCUERA ATIENZA, Javier. *Orígenes, ideología y organización del nacionalismo vasco. 1876-1904*. Madrid : Siglo XXI, 1979.

EGAÑA, Pedro, SANCHEZ SILVA, Manuel. *Crítica de los Fueros de las provincias de Alava, Guipuzcoa y Vizcaya. Discursos en el Senado de Sanchez Silva y P. de Egaña*. Madrid, 1864.

ESPADAS BURGOS, Manuel. *Alfonso XII y la Restauración*. Madrid, 1975.

FIGUEROA Y ALONSO, Agustín. *Epistolario de la Restauración*. Madrid : Rialp, 1985.

GALLO DE RENOVALES, J. *Allendesalazar*. Madrid : Purcalla, 1946.

GARCIA DELGADO, José Luis, ed. *España de la Restauración. Política, economía, legislación y cultura*. Madrid : Siglo XXI, 1985.

GARCIA DELGADO, José Luis. (comp.), ed. *La crisis de la Restauración. España entre la Primera Guerra Mundial y la II República*. Madrid : Siglo XXI, 1986.

GRANJA SAINZ, Jose Luis de la. *Nacionalismo y II República en el País Vasco*. Madrid : C.I.S.- Siglo XXI, 1986.

JOVER ZAMORA, José María. "La época de la Restauración. Panorama político-social, 1875-1902." En *Historia de España*, editado por TUÑÓN DE LARA, M. . Barcelona : Labor, 1983.

LASALA Y COLLADO, Fermín de. *Ultima etapa de la unidad nacional. Los Fueros vascongados en 1876*. 2 vols. Madrid : Real Academia de Ciencias Morales y Políticas, 1924.

MORENO LUZON, Javier. "«El poder público hecho cisco». Clientes e instituciones políticas en la España de la Restauración." En *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, editado por ROBLES EGEA, Antonio. Madrid : Siglo XXI, 1996.

———. *Romanones. Caciquismo y política liberal*. Madrid : Alianza, 1998.

RIVERA BLANCO, Antonio. "Dato y Vitoria. Una relacion clientelar." En *Ludovico Michelena Symbolae Oblatae*. Vitoria : 1303-1308", "Edu1", "Alf. R"., 1985.

———. *Una ciudad levítica. Vitoria 1876-1936*. Vitoria : Diputación Foral de Alava, 1992.

SECO SERRANO, Carlos. *Alfonso XIII y la crisis de la Restauración*. Madrid : Rialp, 1992.

TORRES VILLANUEVA, Eugenio. *Ramón de la Sota. 1857-1936. Un empresario vasco*. Madrid : LID, 1998.

VARELA ORTEGA, José. *Los amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900)*. Madrid : Alianza, 1977.